

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 803

[2003/202339]

**20 NOVEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

Gelet op het besluit van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

Gelet op het kaderakkoord van 29 juni 2000 voor de non-profitsector van de "Communauté Wallonie-Bruxelles" (2001-2005);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 november 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 november 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanvullende bedragen die toegekend zijn voor het jaar 2003, in de begroting van 2003 moeten worden vastgelegd;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2003,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 20 van het besluit van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, wordt als volgt aangevuld :

« Deze subsidies worden vermeerderd met de bedragen bedoeld in bijlage 3, bij toepassing van het kaderakkoord voor de non-profitsector van de "Communauté Wallonie-Bruxelles" 2001-2005. »

**Art. 2.** De Minister tot wier bevoegdheid de Gezondheid behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Brussel, 20 november 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 804

[2004/200131]

**3 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

Vu les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu la proposition de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse relative au modèle d'état des lieux;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 3 octobre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 octobre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 octobre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.039/2, donné le 7 novembre 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « le décret » : le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

2<sup>o</sup> « le décret O.N.E. » : le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

3<sup>o</sup> « l'Office » : l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

4<sup>o</sup> « l'Observatoire » : l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse institué par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

5<sup>o</sup> « le Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;

6<sup>o</sup> « le Ministre de l'Enfance » : le Ministre qui a la Politique de l'Enfance et de l'Accueil des Enfants dans ses attributions;

7<sup>o</sup> « la CCA » : une commission communale de l'accueil.

#### CHAPITRE II. — Modalités de désignation des membres de la CCA

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les membres de la CCA sont désignés dans les six mois qui suivent les élections communales, pour une durée de six ans, renouvelable. Ils doivent manifester, par leur fonction ou leur mandat, une implication directe sur le territoire de la commune et un ancrage local dans l'organe qu'ils représentent.

1. Les représentant(e)s du conseil communal visé(e)s à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1., du décret sont désigné(e)s comme suit : le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins ou le membre du Conseil communal désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire siège d'office; les autres représentant(e)s sont désigné(e)s par les conseillers communaux, qui disposent chacun(e) d'un nombre de voix égal au nombre moins un de postes restant à pourvoir dans cette composante, sur base d'une liste de candidat(e)s membres du conseil communal qui se sont préalablement déclaré(e)s. Sont retenus les candidat(e)s qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de voix, c'est (ce sont) le (la) (les) candidat(e)(s) le (la) (les) moins âgé(e)(s) qui est (sont) désigné(e)(s);

2. Les représentant(e)s des établissements scolaires visé(e)s à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2., du décret sont désigné(e)s comme suit : chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné, de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel ainsi que l'enseignement organisé par la Communauté française désigne un(e) représentant(e) au sein de la CCA s'ils dispensent un enseignement maternel ou primaire sur le territoire de la commune.

S'il échet, des représentant(e)s supplémentaires sont désigné(e)s par les mêmes organes ou par la Communauté française suivant la représentation proportionnelle, avec application de la méthode d'Hondt telle qu'énoncée notamment à l'article 167 du Code électoral, dont les diviseurs sont successivement 1, 2, 3, etc., sur la base du nombre d'enfants fréquentant les cours organisés sur le territoire de la commune par pouvoirs organisateurs relevant d'un même organe de représentation et de coordination ou par la Communauté française;

3. Les représentant(e)s des personnes qui confient l'enfant visé(e)s à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3., du décret sont désigné(e)s comme suit :

a) les associations de parents représentées aux Conseils de participation des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française qui dispensent un enseignement fondamental sur le territoire de la commune désignent leur(s) représentant(e)(s), à raison d'un(e) représentant(e) pour, respectivement et s'ils dispensent un enseignement fondamental sur le territoire de la commune, l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel et l'enseignement organisé par la Communauté française;

b) les mouvements reconnus dans le cadre du décret du 15 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente, si leur champ d'action est celui des familles, qu'ils organisent une section locale dans la commune et qu'ils n'organisent pas un accueil durant le temps libre ou s'ils l'organisent, qu'ils ne sont pas membres de la CCA au titre de la quatrième ou de la cinquième composante, désignent également au moins un(e) représentant(e). Pour ce faire, la Commune convoque une assemblée de ces sections locales, préalablement à la constitution de la CCA. Suivant le nombre de représentant(e)s nécessaires, compte tenu des représentant(e)s déjà désigné(e)s au litéra a) du présent article, pour atteindre le nombre fixé en vertu de l'article 6 du décret, cette assemblée désigne le(les) représentant(e)(s) selon des modalités qu'elle se fixe, à raison d'un représentant maximum par mouvements visés au présent litéra.

Si après application des deux literas qui précèdent, le nombre fixé en vertu de l'article 6 n'est pas atteint, les associations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a), désignent un(e) ou plusieurs représentant(e)s supplémentaires suivant la représentation proportionnelle, avec application de la méthode d'Hondt telle qu'énoncée notamment à l'article 167 du Code électoral, dont les diviseurs sont successivement 1, 2, 3, etc., sur la base du nombre d'enfants fréquentant les cours organisés sur le territoire de la commune par un ou plusieurs établissements dans le(s)quel(s) existe une association de parents et relevant, respectivement, de l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel et l'enseignement organisé par la Communauté française;

4. Les représentant(e)s des opérateurs et opératrices de l'accueil visé(e)s à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4., du décret sont désigné(e)s par une assemblée de ces mêmes opérateurs et opératrices de l'accueil, selon des modalités fixées par cette assemblée. Celle-ci est convoquée par la commune préalablement à la constitution de la CCA;

5. Les représentant(e)s des services, associations ou institutions visé(e)s à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5., du décret sont désigné(e)s par une assemblée de ces services, associations ou institutions, selon des modalités fixées par cette assemblée. Celle-ci est convoquée par la commune préalablement à la constitution de la CCA.

CHAPITRE III. — *Modèle d'état des lieux*

**Art. 3.** Le modèle visé à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret est joint en annexe du présent arrêté. Il est fourni aux communes par l'Observatoire et est accompagné d'un formulaire de saisie informatisé pour ce qui concerne les données nécessaires à l'établissement de l'état des lieux à l'échelle de la Communauté française. Les communes renvoient le formulaire de saisie informatisé, une fois complété, au dit Observatoire par voie informatisée.

CHAPITRE IV. — *Déplacements des enfants*

**Art. 4.** La durée maximale prévue à l'article 15, § 2, alinéa 2 est fixée à quinze minutes pour les déplacements à pied et à trente minutes pour les déplacements en transport en commun.

CHAPITRE V. — *Liste des titres, diplômes, certificats ou brevets attestant d'une formation initiale*

**Art. 5.** La liste des titres, diplômes, certificats ou brevets attestant la formation visée à l'article 18, 1<sup>o</sup>, du décret est la suivante :

1. Enseignement secondaire à temps plein : tout diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale ou pédagogique du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur, tels que :

1.1. en technique de qualification :

- a) agent d'éducation;
- b) animateur;
- c) éducateur.

1.2. en professionnel :

- a) puéricultrice;

2. Enseignement secondaire en alternance :

- a) auxiliaire de l'enfance en structures collectives;
- b) moniteur pour collectivité d'enfants.

3. Enseignement de promotion sociale :

Tout diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale ou pédagogique, au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur, tels que :

- a) auxiliaire de l'enfance de 0 à 12 ans dans une structure collective;
- b) auxiliaire de l'enfance de 0 à 12 ans à domicile;
- c) auxiliaire de la petite enfance;
- d) formation d'animateur socioculturel d'enfants de 3 à 12 ans;
- e) animateur de groupes d'enfants;
- f) animation d'infrastructures locales;

4. Autres formations :

a) brevet d'animateur de centres de vacances (BACV) délivré en vertu du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

b) formations reconnues ou modules de formation accélérée reconnus par le Gouvernement en application de l'article 42 de l'arrêté du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil en ce qui concerne le personnel d'encadrement des maisons d'enfants et les accueillantes d'enfants;

c) brevet d'instructeur en éducation physique, sport et vie en plein air délivré par la direction centrale des organisations de jeunesse et des organisations d'adultes selon les critères de l'arrêté ministériel du 20 mai 1976;

d) brevet de moniteur ou d'entraîneur délivré par l'administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;

e) tous les titres, brevets ou certificats visés à l'article 6.

Les titres, certificats, diplômes ou brevets qui sont reconnus par l'O.N.E. équivalents à ceux visés aux points 1 à 4 attestent également la formation visée à l'article 18, 1., du décret, sauf décision contraire expresse du gouvernement.

**Art. 6.** La liste des titres, diplômes, certificats ou brevets attestant de la formation visée à l'article 18, 2., du décret est la suivante :

1. Enseignement supérieur :

Tout diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur social, psycho-pédagogique ou en éducation physique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

2. Autres formations :

a) brevet de coordinateur de centres de vacances (BCCV), délivré en vertu du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

b) brevet d'aptitude à la gestion de projets et de programmes culturels (BAGIC), délivré par l'administration de la culture et de l'éducation permanente du Ministère de la Communauté française;

c) directeur(trice) de maison d'enfants dont la formation est reconnue par le Gouvernement en application de l'article 42, alinéa 2, de l'arrêté du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

d) coordinateur de centre de jeunes, qualifié de type 1 ou de type 2, reconnu en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;

Les titres, certificats, diplômes ou brevets qui sont reconnus par l'O.N.E. équivalents à ceux visés aux points 1 à 2 attestent également la formation visée à l'article 18, 2., du décret, sauf décision contraire expresse du Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Modalités d'agrément et de subventionnement des opérateurs de formation**Section I<sup>re</sup>. — De l'agrément*

**Art. 7.** En vue de la mise en oeuvre du programme de formation visé à l'article 20, alinéa 2, du décret, des organismes de formation sont agréés par le Ministre de l'Enfance. Pour ce faire :

a) les organismes de formation doivent être un pouvoir public, une association sans but lucratif, ou toute autre forme associative, exclusive de la poursuite d'un gain matériel. Ils ont leur siège dans la région de langue française ou dans la région de Bruxelles-capitale;

b) les organismes de formation introduisent un dossier de demande d'agrément auprès de l'Office au plus tard au 1<sup>er</sup> mars.

Ce dossier comprend :

1. la présentation de l'organisme, reprenant notamment :

a) la dénomination, l'adresse, les statuts, la composition des organes dirigeants, le responsable de la gestion journalière, le compte bancaire de l'opérateur;

b) une description des objectifs et des méthodologies;

c) le bilan des formations organisées dans le secteur de l'accueil de l'enfant;

d) les identités et qualifications des formateurs actifs dans le secteur de l'accueil de l'enfant;

2. la présentation de son programme de formation, reprenant :

a) une présentation générale faisant la preuve qu'il s'inscrit dans le cadre du programme arrêté par le Gouvernement, visé à l'article 20, alinéa 2, du décret;

b) la description du (des) module(s) de formation continue prévu(s) pour la première année : contenu, encadrement, périodes et nombre de jours, lieux (en veillant à une répartition géographique équitable sur le territoire de la région de langue française ou de la région de Bruxelles-capitale), en résidentiel ou non, public-cible, nombre de personnes acceptées, méthodologie d'évaluation, budget. La description de ce(s) module(s) est fournie par l'opérateur à l'O.N.E. sur base d'une grille standardisée déterminée par l'Office.

Les périodes concernées pour la réalisation du programme de formation, visé à l'alinéa 2, 2., et des modules qu'il contient, débutent un 1<sup>er</sup> octobre et se terminent un 30 septembre.

Si le dossier est complet, l'Office soumet la demande d'agrément au Ministre de l'Enfance, ainsi que son avis sur celle-ci. Le Ministre de l'Enfance accorde l'agrément ou le refuse, notamment si le programme de formation soumis par l'opérateur ne s'inscrit pas dans le cadre du programme arrêté par le Gouvernement, visé à l'article 20, alinéa 2, du décret ou si sa description méthodologique est insuffisante.

**Art. 8.** L'agrément porte sur une durée qui ne peut dépasser le terme du programme arrêté par le Gouvernement, visé à l'article 20, alinéa 2, du décret. A titre exceptionnel, il peut être prolongé d'un an. La prise d'effet de l'agrément est fixée lors de la décision.

**Art. 9.** L'agrément peut être retiré si les conditions d'agrément ne sont plus rencontrées ou si des lacunes importantes sont apparues dans l'exécution du programme.

L'Office, après avoir notifié à l'organisme de formation son intention de proposer un retrait d'agrément, entend les représentants de l'organisme, à leur demande, dans un délai de 60 jours. L'Office transmet au Ministre de l'Enfance une proposition motivée de retrait d'agrément.

**Art. 10.** Chaque année, l'organisme de formation agréé communique à l'Office, au plus tard pour le 15 mai, le contenu précis du (des) modules de formation prévu(s) pour l'année suivante. Il reprend les mêmes éléments que ceux qui sont requis dans le dossier d'agrément à l'article 7, alinéa 2, 2., b), pour la première année.

*Section II. — De l'évaluation des formations*

**Art. 11.** Après chaque module de formation, l'organisme de formation procède à son évaluation.

Une fois par an, l'organisme de formation rédige un rapport d'activités, en reprenant au moins le contenu minimum défini par l'Office, et le transmet à l'Office pour le 30 septembre au plus tard.

**Art. 12.** Un comité de suivi est instauré par l'O.N.E. Il est présidé par un représentant de l'Office.

Tous les organismes de formation agréés en sont membres de droit.

Ce comité est chargé d'évaluer l'état de réalisation des programmes en cours et de formuler à l'O.N.E. et au Ministre de l'Enfance des propositions pour l'avenir.

*Section III. — Du subventionnement*

**Art. 13.** Dans les limites budgétaires de l'Office, celui-ci octroie une subvention aux organismes de formation agréés retenus à la subsidiation par le Gouvernement, pour tout ou partie de leur programme de formation.

Les organismes et les modules de formation, compris dans leur programme, sont retenus sur la base notamment :

- de l'expérience utile en matière de formation que peuvent faire valoir les organismes de formation;

- de l'adéquation de la méthodologie des modules de formation avec les objectifs du code de qualité;

- d'une complémentarité des modules de formation eu égard au programme de formation arrêté par le Gouvernement, conformément à l'article 20, alinéa 2, du décret;

- d'une répartition géographique équilibrée des modules de formation sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région de langue française.

**Art. 14.** La subvention consiste en une enveloppe annuelle calculée sur base de forfaits journaliers, multipliés par le nombre de journées de formation prévues au sein des modules de formation tels que déclarés par l'organisme de formation dans sa présentation visée à l'article 7, alinéa 2, a) et retenus par le Ministre de l'Enfance. Les forfaits journaliers sont fixés en annexe du contrat de gestion de l'Office.

**Art. 15.** La subvention est liquidée annuellement et couvre une période qui s'étend depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de septembre de l'année suivante.

L'Office est habilité à accorder des avances, à raison de 80 % maximum de l'enveloppe, dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année civile.

Le solde sera mis en liquidation sur présentation d'un rapport d'activités faisant état de la réalisation effective des modules de formation prévus dans le programme annuel et retenus par l'Office pour le calcul de la subvention, et d'une déclaration de créance. Ces documents doivent parvenir à l'Office durant le trimestre qui suit la période couverte par la subvention.

Les parties non justifiées de subvention doivent être remboursées à l'Office selon des modalités déterminées par celui-ci.

**Art. 16.** Les organismes de formation agréés et subsidiés se soumettent à l'inspection comptable de l'Office. Il tiennent à sa disposition un récapitulatif des recettes et dépenses, et la preuve du paiement des rémunérations et autres frais concernés.

#### *Section IV. — De la participation aux frais des responsables de projets et des accueillant(e)s*

**Art. 17.** L'Office est habilité à fixer une limite à la participation financière que peuvent réclamer les organismes agréés aux participants, conformément aux dispositions fixées par son contrat de gestion.

#### *Section V. — Des attestations de fréquentation*

**Art. 18.** Les organismes de formation délivrent des attestations de fréquentation aux personnes qui ont participé aux modules de formation pour lesquels ils sont agréés. Ces attestations précisent le contenu et le nombre d'heures de présence au module concerné.

### *CHAPITRE VII. — La Commission d'agrément*

**Art. 19.** Le montant du jeton de présence prévu à l'article 22, alinéa 7, du décret, est fixé à 25,52 euros.

Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation. L'indice de départ est celui en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

### *CHAPITRE VIII. — La participation financière des personnes qui confient les enfants au sein d'un programme CLE*

**Art. 20.** Le montant visé à l'article 32, alinéa 4, du décret est de 4 euros, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, sur demande motivée et justifiée par l'opérateur de l'accueil au regard notamment de ses ressources, des activités proposées et de leur accessibilité, dans le cadre des informations prévues à cet effet à l'article 15, § 2, 9, du décret, et approuvée par la CCA.

### *CHAPITRE IX. — Les subventions*

#### *Section I<sup>re</sup>. — Des subventions de coordination au sein des programme CLE*

**Art. 21.** La subvention annuelle forfaitaire, visée à l'article 34 du décret, est liquidée annuellement et couvre une période qui s'étend depuis le début du mois d'octobre jusqu'à la fin du mois de septembre de l'année suivante. L'Office est habilité à accorder des avances, à raison de 80 % maximum de la subvention annuelle, dans le courant du premier trimestre de l'année civile.

Le solde sera mis en liquidation sur présentation d'une déclaration de créance, appuyée des pièces justificatives correspondantes des dépenses. Ces documents doivent parvenir à l'Office durant le trimestre qui suit la période couverte par la subvention.

#### *Section II. — De la procédure de liquidation des subventions aux opérateurs de l'accueil*

**Art. 22.** L'opérateur de l'accueil tient, sur chaque lieu d'accueil, les dossiers individuels d'inscription reprenant notamment les coordonnées de l'enfant, des personnes qui l'ont confié, qui sont autorisées à venir le chercher, qui sont à joindre en cas d'urgence, les spécificités de l'enfant à prendre en compte, et un registre des présences quotidiennes. Ce registre doit être conservé durant 3 ans par l'opérateur.

L'opérateur de l'accueil conserve également durant 3 ans les justificatifs fournis par les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard de l'enfant, sur base desquels l'opérateur de l'accueil est autorisé à solliciter une subvention de différenciation positive.

**Art. 23.** L'opérateur de l'accueil renvoie dûment complété, au plus tard le dernier jour ouvrable du troisième mois qui suit le trimestre d'activités, le formulaire de demande de subvention établi par l'Office. Le formulaire comprend notamment les présences journalières d'enfants pour chaque lieu d'accueil, visées à l'article 35, alinéa 3, ainsi qu'à l'article 36, alinéa 3, du décret.

Au-delà du délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la demande est irrecevable de plein droit.

#### *Section III. — Des subventions forfaitaires de fonctionnement*

**Art. 24.** Le montant forfaitaire journalier par enfant de la subvention de fonctionnement, visé à l'article 35, alinéa 5, du décret est fixé à 0,20 euro. Tenant compte des limites des crédits budgétaires disponibles tels que fixés à minima dans son contrat de gestion, l'Office applique à ce forfait un coefficient multiplicateur.

*Section IV. — Des subventions de différenciation positive*

**Art. 25.** Le montant forfaitaire journalier par enfant de la subvention de différenciation positive, visé à l'article 36, alinéa 5, du décret est égal au montant forfaitaire visé à l'article 24. Tenant compte des limites des crédits budgétaires disponibles tels que fixés à minima dans son contrat de gestion, l'Office applique à ce forfait un coefficient multiplicateur.

*Section V. — Modalités de la liquidations des subventions*

**Art. 26.** Les modalités de liquidation des subventions comprennent deux phases :

1) Pour les trois premiers trimestres de l'année budgétaires, l'Office calcule la valeur des subventions prévisionnelles sur base des présences journalières renseignées par l'opérateur de l'accueil et des montants forfaitaires journaliers par enfants.

L'Office procède à la liquidation d'un montant égal à 80 % de ces subventions prévisionnelles.

2) Pour le dernier trimestre de l'année budgétaires, l'Office calcule la valeur des subventions prévisionnelles sur base des présences journalières renseignées par l'opérateur de l'accueil et des montants forfaitaires journaliers par enfants.

Il procède à la totalisation des subventions prévisionnelles par années budgétaires, pour chaque opérateur de l'accueil, et pour l'ensemble de ceux-ci.

En appliquant les coefficients multiplicateurs prévus aux article 24 et 25, il calcule le montant des subventions effectivement allouées pour l'année. Il procède à la liquidation du solde restant dû.

*Section VI. — Du contrôle de l'octroi des subventions*

**Art. 27.** Les bénéficiaires de subventions de coordination, visés à l'article 34 du décret, et les opérateurs de l'accueil se soumettent à l'inspection comptable de l'Office. Ils tiennent leur comptabilité à la disposition de l'Office pendant cinq ans.

*CHAPITRE X. — Dispositions dérogatoires, transitoires et finales*

**Art. 28.** Par dérogation à l'article 21, pour les communes qui sollicitent pour la première fois une subvention de coordination, la subvention annuelle forfaitaire est réduite à due proportion de la période qui s'étend du jour où la première réunion de la CCA a eu lieu jusqu'à la fin du mois de septembre qui suit.

Pour les communes qui ont répondu à l'appel à projets 2003-2004 lancé par le Ministre de l'Enfance et qui ont obtenu dans ce cadre une subvention pour l'engagement ou le prolongement de l'engagement d'un (de) coordinateur(trice)(s) de l'accueil, la subvention de coordination prévue à l'article 34 du décret ne sera octroyée en vertu du décret qu'à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004. La subvention annuelle forfaitaire est alors ramenée à dix douzièmes pour l'année qui suit.

**Art. 29.** Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, et dans la période qui précède les élections communales de 2006, le mandat des membres d'une CCA prend cours lorsque la commune réunit la CCA pour la première fois et se terminent à la date où les nouveaux membres de la CCA sont désignés dans l'échéance des six mois qui suit ces élections.

**Art. 30.** En l'absence de programme de formation visé à l'article 20, alinéa 2, du décret, les organismes de formation peuvent être agréés, moyennant le fait qu'ils respectent les autres modalités prévues à l'article 7. Cet agrément prend fin l'année qui suit celle où le programme de formation susvisé est arrêté par le Gouvernement.

**Art. 31.** Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E., est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 32.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Bruxelles, le 3 décembre 2003.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,  
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Modèle d'état des lieux visé à l'article 7 du décret du 3 juillet 2003  
relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire

<p><b>1. Informations sur la commune</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nom et code INS de la commune;</li> <li>- nom de la personne désignée par le collège des bourgmestre et échevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire;</li> <li>- nom du coordinateur/de la coordinatrice de l'accueil;</li> <li>- superficie;</li> <li>- moyens de communication;</li> <li>- pôles d'attraction commerciale, industrielle ou culturelle;</li> <li>- nombre d'habitants;</li> <li>- nombre et caractéristiques des familles;</li> <li>- répartition par âge et sexe des enfants de 3 à moins de 12 ans;</li> <li>- infrastructures sportives et culturelles accessibles aux enfants;</li> <li>- liste des implantations des écoles fondamentales : nom, adresse, pouvoir organisateur, nombre d'enfants en primaire, nombre d'enfants en maternelle, nombre d'enfants résidant dans la commune.</li> </ul>
<p><b>2. Modalités d'organisation de l'accueil de l'enfant dans la commune</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- répartition des compétences du collège échevinal en matière d'enfance (nom de l'(des) échevin(s) et ses(leurs) attributions);</li> <li>- composition de la CCA (commission communale d'accueil);</li> <li>- relevé des initiatives communales d'information des parents;</li> <li>- budget communal affecté au(x) programme(s) CLE;</li> <li>- autre budget en rapport avec l'accueil de l'enfant.</li> </ul>
<p><b>3. Description des opérateurs de l'accueil</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- identification des opérateurs de l'accueil : adresse et numéro de téléphone, nom du responsable, forme juridique;</li> <li>- types d'activités;</li> <li>- périodes et horaires;</li> <li>- lieu, accès et locaux;</li> <li>- capacité d'accueil, nombre et âge des enfants accueillis;</li> <li>- coûts pour les personnes qui confient les enfants;</li> </ul> <p>Pour les opérateurs de l'accueil qui participeront au (x) programme(s) CLE, préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conditions particulières d'accès;</li> <li>- projet pédagogique;</li> <li>- déclaration de garde et, le cas échéant, autorisation O.N.E.;</li> <li>- agrément ou reconnaissance par un pouvoir public;</li> <li>- composition, qualification et formation du personnel;</li> <li>- matériel disponible;</li> <li>- repas et collations.</li> </ul>
<p><b>4. Informations relatives aux besoins et attentes des opérateurs de l'accueil</b></p> <p>Recueil de l'avis des opérateurs de l'accueil sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les besoins non rencontrés;</li> <li>- les améliorations à apporter;</li> <li>- les partenariats souhaités;</li> <li>- les attentes, particulièrement en matière de coordination et en matière de formation continuée.</li> </ul>
<p><b>5. Informations relatives aux personnes qui confient les enfants et aux enfants</b></p> <p>Recueil des informations relatives aux caractéristiques des familles et des enfants en matière de besoin d'accueil. Recueil de l'avis des personnes qui confient les enfants (en précisant les modalités de consultation et les caractéristiques des personnes contactées) sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les besoins non rencontrés;</li> <li>- les améliorations à apporter;</li> <li>- l'accès à l'information;</li> <li>- les attentes.</li> </ul> <p>Recueil de l'avis des enfants (en précisant les modalités de consultation et les caractéristiques des personnes contactées) sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les besoins non rencontrés;</li> <li>- les améliorations à apporter;</li> <li>- les attentes en distinguant les périodes scolaires des petits congés et des vacances et en accordant une attention particulière aux types d'activité.</li> </ul>

Sur la base des informations précitées, une analyse des besoins est articulée au moins sur les points suivants :

- potentiel d'accueil;
- potentiel d'activités;
- plages horaires;
- coût;
- couverture spatiale;
- qualité des services;
- taux d'encadrement;
- formation du personnel;
- matériel;
- mobilité et accessibilité;
- locaux;
- information des parents;
- partenariat et coordination;

Pour chacun des points, un diagnostic est établi et motivé.

Bruxelles, le 3 décembre 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil  
et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance  
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 804

[2004/200131]

**3 DECEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.";

Gelet op de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het besluit van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op de voordracht van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd betreffende het model van plaatsbeschrijving;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), gegeven op 3 oktober 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 oktober 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 22 oktober 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2003 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr 36.039/2, gegeven op 7 november 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.";

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> het "decreet" : het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

2<sup>o</sup> het "O.N.E. decreet" : het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.";

3<sup>o</sup> de "Dienst" : de Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn (Office de la Naissance et de l'Enfance);

4<sup>o</sup> het "Waarnemingscentrum" : het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd ingesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1998 betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd;

5<sup>o</sup> de "Regering" : de Regering van de Franse Gemeenschap;

6<sup>o</sup> de "Minister van Kinderwelzijn" : de Minister bevoegd voor het beleid inzake Kinderwelzijn en van de opvang van kinderen;

7<sup>o</sup> de "GOC" : een gemeentelijke opvangcommissie.



HOOFSTUK II. — *Nadere regels voor de aanstelling van de leden van de GOC*

**Art. 2.** § 1. De leden van de GOC worden aangesteld binnen de zes maanden die volgen op de gemeenteraadsverkiezingen, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Ze zijn verplicht, door hun ambt of hun mandaat, rechtstreeks werkzaam te zijn op het grondgebied van de gemeente en plaatselijk verankerd te zijn in het orgaan dat ze vertegenwoordigen.

1. De vertegenwoordigers(sters) van de gemeenteraad bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 1., van het decreet worden aangesteld als volgt : het lid van het college van burgemeester en schepenen of het lid van de gemeenteraad aangesteld door het college van burgemeester en schepenen voor de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang zetelen ambtshalve; de andere vertegenwoordigers(sters) worden aangesteld door de gemeenteraadsleden die elk over een aantal stemmen beschikken dat gelijk is aan het aantal min één van de betrekkingen die nog moeten worden toegekend in deze component, op basis van een lijst van de gemeenteraadsleden die zich voorafgaandelijk kandidaat hebben gesteld. Komen in aanmerking kandidaten die de meeste stemmen hebben gehaald. Bij staking van stemmen wordt(worden) de jongste kandidaat(ten)aangesteld;

2. De vertegenwoordigers(sters) van schoolrichtingen bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 2., van het decreet worden aangesteld als volgt : elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs, van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs alsook van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap stelt een vertegenwoordiger(sters) aan binnen de GOC die kleuter- of lager onderwijs verstrekken op het grondgebied van de gemeente.

In voorkomend geval worden bijkomende vertegenwoordigers(sters) door dezelfde organen of door de Franse Gemeenschap aangesteld volgens de evenredige vertegenwoordiging, met toepassing van de d'Hondt methode zoals vermeld inzonderheid in artikel 167 van het Kieswetboek, waarvan de delers successievelijk 1, 2, 3 enz. zijn, op basis van het aantal kinderen die lessen volgen die georganiseerd worden op het grondgebied van de gemeente door de inrichtende machten behorend tot hetzelfde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of door de Franse Gemeenschap;

3. De vertegenwoordigers(sters) van personen die het kind toevertrouwen zoals bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 3., van het decreet worden aangesteld als volgt :

a) de ouderverenigingen vertegenwoordigd binnen de Participatieraden voor schoolrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die een basisonderwijs op het grondgebied van de gemeente verstrekken, stellen hun vertegenwoordigers(sters) aan, op basis van één vertegenwoordiger(sters) voor, respectievelijk en als ze het basisonderwijs verstrekken op het grondgebied van de gemeente, het gesubsidieerd officieel onderwijs, het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs en het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

b) de bewegingen erkend in het kader van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, als hun werkgebied deze van de gezinnen is, als ze een plaatselijke afdeling in de gemeente organiseren en als ze geen opvang tijdens het vrije tijd organiseren of als ze hem organiseren, als ze geen lid zijn van de GOC als vierde of vijfde component, stellen ook minstens één vertegenwoordiger(sters) aan. Daartoe roept de gemeente een vergadering van deze plaatselijke afdelingen bijeen die voorafgaat aan de oprichting van de GOC. Volgens het aantal vereiste vertegenwoordigers(sters), rekening houdend met de vertegenwoordigers(sters) die al aangesteld zijn zoals bedoeld in lid a) van dit artikel, om het aantal vastgesteld krachtens artikel 6 van het decreet te bereiken, stelt deze vergadering de vertegenwoordigers(sters) aan volgens de modaliteiten die ze bepaalt, op basis van hoogstens één vertegenwoordiger per beweging bedoeld in dit lid.

Als, na toepassing van de twee leden die voorafgaan, het aantal vastgelegd krachtens artikel 6 niet bereikt wordt, stellen de verenigingen, bedoeld in lid 1, a) één of meerdere bijkomende vertegenwoordigers(sters) aan volgens de evenredige vertegenwoordiging, met toepassing van de d'Hondt methode zoals vermeld inzonderheid in artikel 167 van het Kieswetboek, waarvan de delers successievelijk 1, 2, 3, enz. zijn, op basis van het aantal kinderen die lessen volgen die georganiseerd worden op het grondgebied van de gemeente door één of meerdere inrichtingen waarin er een oudervereniging bestaat en die respectievelijk behoren tot het gesubsidieerd officieel onderwijs, het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs en het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

4. De vertegenwoordigers(sters) van de opvangoperatoren, bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 4., van het decreet worden aangesteld door een vergadering van dezelfde opvangoperatoren volgens de modaliteiten die deze vergadering bepaalt. Deze wordt door de gemeente bijeengeroepen vóór de oprichting en samenstelling van de GOC;

5. De vertegenwoordigers(sters) van de diensten, verenigingen of instellingen, bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 5., van het decreet, worden aangesteld door een vergadering van deze diensten, verenigingen of instellingen, volgens de modaliteiten die deze vergadering bepaalt. Deze wordt door de gemeente bijeengeroepen vóór de oprichting en samenstelling van de GOC;

HOOFDSTUK III. — *Het model van plaatsbeschrijving*

**Art. 3.** Het model, bedoeld in artikel 7, eerste lid van het decreet, is bijgevoegd bij dit besluit. Het model wordt door het Waarnemingscentrum aan de gemeenten verstuurd met een computergestuurd invoerformulier voor de gegevens die nodig zijn voor het opmaken van de plaatsbeschrijving op het vlak van de Franse Gemeenschap. De gemeenten sturen het computergestuurd invoerformulier, zodra het ingevuld is, via computer aan het voornoemde Waarnemingscentrum terug.

HOOFDSTUK IV. — *Verplaatsingen van kinderen*

**Art. 4.** De maximale duur, bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, wordt vastgesteld op vijftien minuten voor de verplaatsingen te voet en op dertig minuten voor de verplaatsingen met de gemeenschappelijke vervoermiddelen.

HOOFDSTUK V. — *Lijst van bekwaamheidsbewijzen,  
diploma's, getuigschriften of brevetten die een basisopleiding bekrachtigen*

**Art. 5.** De lijst van bekwaamheidsbewijzen, diploma's, getuigschriften of brevetten die de opleiding bedoeld in artikel 18, 1. van het decreet bekrachtigen, is de volgende :

1. Secundair onderwijs met volledig leerplan :

Elk eindexamen of eindexamen met sociale of pedagogische oriëntatie van het hoger technisch secundair onderwijs zoals :

1.1. op het vlak van de kwalificatietechniek :

- a) opvoedingsagent;
- b) animator;
- c) opvoeder.

1.2. op het vlak van het beroepsonderwijs :

- a) kinderverzorgster;
- 2. Alternerend secundair onderwijs
- a) hulpverlener voor kinderen in collectieve structuren;
- b) monitor voor kindergroepen.

3. Onderwijs voor sociale promotie

Elk eindexamen of eindexamen met sociale of pedagogische oriëntatie, ten minste van het niveau van het hoger technisch secundair onderwijs zoals :

- a) hulpverlener voor kinderen van 0 tot 12 jaar in een collectieve structuur;
- b) thuishulpverlener voor kinderen van 0 tot 12 jaar;
- c) hulpverleners voor het jonge kind;
- d) opleiding van sociaal-culturele animator voor kinderen tussen 3 tot 12 jaar;
- e) animator voor kindergroepen;
- f) animatie van plaatselijke infrastructuren;

4. Andere opleidingen :

a) brevet van animator voor vakantiecentra uitgereikt krachtens het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

b) erkende opleidingen of versnelde opleidingscursussen erkend door de Regering met toepassing van artikel 42 van het besluit van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen voor het begeleidend personeel van kinderdagverblijven en de kinderopvangstadias;

c) brevet van instructeur lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens uitgereikt door de hoofdinspectie voor de jeugdorganisaties en de organisaties voor volwassenen volgens de criteria van het ministerieel besluit van 20 mei 1976;

d) brevet van monitor of trainer uitgereikt door het bestuur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens;

e) alle bekwaamheidsbewijzen, brevetten of getuigschriften bedoeld in artikel 6

De bekwaamheidsbewijzen, getuigschriften, diploma's of brevetten erkend door de "O.N.E." die gelijkgesteld zijn met die bedoeld onder de punten 1 tot 4 bekrachtigen ook de opleiding bedoeld in artikel 18, 1, van het decreet, behoudens uitdrukkelijke tegenbeslissing van de regering.

**Art.6.** De lijst van de bekwaamheidsbewijzen, diploma's, getuigschriften of brevetten die de opleiding bedoeld in artikel 18, 2. van het decreet bekrachtigen, is de volgende :

1. Hoger onderwijs

Elk eindexamen of eindexamen van het niveau van het sociaal, psycho-pedagogisch hoger onderwijs of hoger onderwijs lichamelijke opvoeding van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie.

2. Andere opleidingen

a) brevet van coördinator van vakantiecentra uitgereikt krachtens het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

b) brevet van bekwaamheid voor het beheer van culturele projecten en programma's uitgereikt door het bestuur van cultuur en van de permanente opvoeding van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

c) directeur(trice) van kinderdagverblijven waarvan de opleiding erkend wordt door de Regering met toepassing van artikel 42, tweede lid, van het besluit van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

d) coördinator voor jeugdcentra, van het type 1 of het type 2, erkend krachtens het decreet van 20 juli tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties;

De bekwaamheidsbewijzen, getuigschriften, diploma's of brevetten erkend door de "O.N.E." die gelijkgesteld zijn met die bedoeld onder de punten 1 tot 2 bekrachtigen ook de opleiding bedoeld in artikel 18, 2, van het decreet, behoudens uitdrukkelijke tegenbeslissing van de regering.

HOOFDSTUK VI. — *Nadere regels voor de erkenning en de subsidiëring van de vormingsoperatoren*

*Afdeling I. — Erkenning*

**Art. 7.** Ter uitvoering van het vormingsprogramma bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het decreet, worden de vormingsinstellingen door de Minister van Kinderwelzijn erkend. Daartoe :

a) moeten de vormingsinstellingen een overheid zijn, een vereniging zonder winstoogmerk of elke andere verenigingsvorm, die geen winst najaagt. Hun zetel bevindt zich in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

b) dienen de vormingsinstellingen uiterlijk op 1 maart een dossier voor de aanvraag tot erkenning bij de Dienst in. Dit dossier bevat :

1. de voorstelling van de instelling met onder andere :

a) de benaming, het adres, de statuten, de samenstelling van de leidende organen, de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer, de bankrekening van de operator;

b) een beschrijving van de doelstellingen en de methoden;

c) de balans van de opleidingen georganiseerd in de sector van de kinderopvang;

d) de identiteiten en kwalificaties van de opleiders die werkzaam zijn in de sector van de kinderopvang;

2. de voorstelling van zijn vormingsprogramma met :

a) een algemene voorstelling die bewijst dat het past in het kader van het programma vastgesteld door de Regering, bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het decreet;

b) de beschrijving van de cursus(sen) voor de voortgezette opleiding bepaald voor het eerste jaar : inhoud, omkadering, lestijden en aantal dagen, plaatsen (met een rechtvaardige geografische verdeling over het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, residentieel of niet-residentieel, de doelgroep, het aantal aanvaarde personen, methodologie voor de evaluatie, begroting. De beschrijving van deze cursus(sen) wordt door de operator aan de "O.N.E." verstrekt, op basis van een gestandaardiseerd evaluatietabel die de Dienst bepaalt.

De betrokken lestijden voor de verwezenlijking van het vormingsprogramma, bedoeld in het tweede lid, 2., en de cursussen ervan, beginnen op 1 oktober en eindigen op 30 september.

Indien het dossier volledig is, legt de Dienst de aanvraag tot erkenning aan de Minister van Kinderwelzijn voor, alsook zijn advies daaromtrent. De Minister van Kinderwelzijn kent de erkenning toe of weigert ze, in het bijzonder als het door de operator voorgelegde vormingsprogramma niet past in het kader van het programma bepaald door de Regering, zoals bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het decreet of indien zijn methodologische beschrijving onvoldoende is.

**Art. 8.** De erkenning gaat over een duur die de termijn van het door de Regering vastgestelde programma niet mag overschrijden, zoals bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het decreet. Uitzonderlijk kan hij met één jaar verlengd worden. De datum waarop de erkenning van kracht wordt, wordt vastgesteld bij de beslissing.

**Art. 9.** De erkenning kan ingetrokken worden als de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld zijn of als belangrijke leemtes ontstaan bij de uitvoering van het programma.

De Dienst, na de vormingsinstelling te hebben ingelicht over het feit dat hij van plan is om een intrekking van de erkenning voor te stellen, verhoort de vertegenwoordigers van de instelling, op hun aanvraag, binnen een termijn van 60 dagen. De Dienst brengt de Minister van Kinderwelzijn een met redenen omkleed voorstel tot intrekking van de erkenning over.

**Art. 10.** Elk jaar deelt de erkende vormingsinstelling uiterlijk op 15 mei de Dienst de juiste inhoud van de opleidingscursus(sen) voor het volgend jaar mee. Hij bevat dezelfde elementen als deze die vereist zijn in het erkenningsdossier bedoeld in artikel 7, tweede lid, 2., b) voor het eerste jaar.

#### *Afdeling II. — Evaluatie van de opleidingen*

**Art. 11.** Na elke vormingscursus maakt de vormingsinstelling een evaluatie ervan. Een keer per jaar stelt de vormingsinstelling een verslag over de activiteiten op, met vermelding van ten minste de minimale inhoud die de Dienst bepaalt, en verzendt het uiterlijk op 30 september aan de Dienst.

**Art. 12.** Er wordt een opvolgingscomité bij de "O.N.E." ingesteld. Het wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Dienst. Alle erkende vormingsinstellingen zijn van rechtswege lid van het voornoemde comité.

Dit comité wordt belast met de evaluatie van de verwezenlijking van de lopende programma's en moet voorstellen voor de toekomst aan de ONE en de Minister van Kinderwelzijn voorleggen.

#### *Afdeling III. — Subsidiëring*

**Art. 13.** De Dienst kent binnen de budgettaire beperkingen een subsidie aan de erkende vormingsinstellingen toe die in aanmerking komen voor subsidiëring door de Regering, voor een geheel of een gedeelte van hun vormingsprogramma.

De vormingsinstellingen en -cursussen, vervat in hun programma, komen in aanmerking inzonderheid :

- van de nuttige ervaring inzake vorming die de vormingsinstellingen mogen laten gelden;
- van de overeenstemming van de methodologie van de vormingscursussen met de doelstellingen van de kwaliteitscode;
- van een complementariteit van vormingscursussen gezien het door de Regering vastgestelde vormingsprogramma, overeenkomstig artikel 20, tweede lid, van het decreet;
- van een evenwichtige geografische verdeling van de vormingscursussen over het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en van het Franse taalgebied.

**Art. 14.** De subsidie bestaat in een jaarlijkse envelop die berekend wordt op basis van de dagelijkse vaste bedragen, vermenigvuldigd met het aantal vormingsdagen voor de vormingscursussen bepaald door de vormingsinstelling in haar voorstelling bedoeld in artikel 7, tweede lid, 2., b) en in aanmerking genomen door de Minister van Kinderwelzijn. De dagelijkse vaste bedragen worden vastgelegd als bijlage bij het beheerscontract van de Dienst.

**Art. 15.** De subsidie wordt jaarlijks uitgekeerd en dekt een periode die loopt van oktober tot september van het volgende jaar.

De Dienst wordt gemachtigd om in de loop van het eerste kwartaal van het kalenderjaar voorschotten toe te kennen, met een verhouding van maximaal 80 % van de envelop.

Het saldo zal worden uitbetaald op voorlegging van een activiteitenverslag dat vermelding maakt van de effectieve verwezenlijking van de vormingscursussen bepaald in het jaarlijks programma en in aanmerking genomen door de Dienst voor de berekening van de subsidie, en van een aangifte van schuldvoordering. Deze documenten moeten aan de Dienst verstuurd worden binnen het kwartaal volgend op de periode gedekt door de subsidie.

De niet-verantwoorde subsidiedelen moeten aan de Dienst worden terugbetaald volgens de door hem nader te bepalen regels.

**Art. 16.** De erkende en gesubsidieerde vormingsinstellingen zijn onderworpen aan de boekhoudkundige inspectie van de Dienst. Ze houden een verzamelstaat van ontvangsten en uitgaven, en het bewijs van de uitbetaling van de bezoldigingen en andere betrokken kosten tot zijn beschikking.

*Afdeling IV. — Bijdrage in de kosten van de verantwoordelijken voor projecten en van de opvangende personen*

**Art. 17.** De Dienst wordt gemachtigd om de perken van de financiële bijdrage vast te stellen die de erkende instellingen aan de deelnemers mogen aanvragen, overeenkomstig de bepalingen van zijn beheerscontract.

*Afdeling V. — Attesten voor gevolgde cursussen*

**Art. 18.** De vormingsinstellingen reiken de mensen die deelgenomen hebben aan de vormingscursussen waarvoor ze een erkenning hebben gekregen, attesten voor gevolgde cursussen uit. Deze attesten bepalen de inhoud en het aantal uren aanwezigheid voor de betrokken cursus.

HOOFDSTUK VII. — *De erkenningscommissie*

**Art. 19.** Het bedrag van het presentiegeld bedoeld in artikel 22, zevende lid, van het decreet wordt vastgelegd op 25,52 euro.

Dit bedrag is gebonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De startindex is deze die van kracht is op 1 juli 2003.

HOOFDSTUK VIII. — *De financiële bijdrage van personen die de kinderen toevertrouwen in het kader van een LCK-programma*

**Art. 20.** Het bedrag bedoeld in artikel 32, vierde lid, van het decreet wordt vastgelegd op 4 euro, behoudens afwijking toegestaan door de Regering, op gemotiveerd en gerechtvaardigd verzoek van de opvangoperator, gelet op zijn inkomsten, de voorgestelde activiteiten en hun toegankelijkheid, in het kader van de informatie bepaald daartoe in artikel 15, § 2, 9, van het decreet, en goedgekeurd door de GOC;

HOOFDSTUK IX. — *Subsidies*

*Afdeling I. — Coördinatiesubsidies binnen de LCK-programma's*

**Art. 21.** De jaarlijkse forfaitaire subsidie, bedoeld in artikel 34 van het decreet, wordt elk jaar uitgekeerd en dekt een periode die loopt vanaf begin oktober tot eind september van het volgende jaar. De Dienst wordt ertoe gemachtigd in de loop van het eerste kwartaal van het kalenderjaar voorschotten toe te kennen, in een verhouding met maximaal 80 % van de jaarlijkse subsidie.

Het saldo zal worden uitgekeerd op voorlegging van een aangifte van schuldvordering met de bijhorende bewijsstukken van de uitgaven. Deze documenten moeten aan de Dienst verstuurd worden binnen het kwartaal volgend op de periode gedekt door de subsidie.

*Afdeling II. — Procedure voor de uitbetaling van de subsidies aan de opvangoperatoren*

**Art. 22.** De opvangoperator legt op elke opvangplaats de individuele inschrijvingsdossiers aan met de personalia van het kind, de personen die hem hebben toevertrouwd, die een toestemming hebben gekregen om hem te halen, die bereikbaar zijn bij noodgeval, de eigenaardigheden van het kind waarmee rekening moet worden gehouden, en een register van de dagelijkse aanwezigheden. De operator moet dit register drie jaar behouden.

De opvangoperator behoudt ook gedurende drie jaar de bewijsstukken die hij gekregen heeft van personen met ouderlijk gezag over het kind, op basis waarvan de opvangoperator gemachtigd is om een positieve differentiatiesubsidie aan te vragen.

**Art. 23.** De opvangoperator stuurt het door de Dienst opgestelde aanvragingsformulier voor subsidie, behoorlijk ingevuld, uiterlijk de laatste werkdag van de derde maand volgend op het activiteitenkwartaal terug. Dit formulier bevat inzonderheid de dagelijkse aanwezigheden van kinderen voor elke opvangplaats, bedoeld in artikel 35, derde lid, alsook in artikel 36, derde lid, van het decreet.

Boven de termijn bepaald bij het eerste lid is de aanvraag van rechtswege onontvankelijk.

*Afdeling III. — Vaste werkingssubsidies*

**Art. 24.** Het dagelijks vast bedrag per kind van de werkingssubsidie, bedoeld in artikel 35, vijfde lid, van het decreet wordt op 0,20 euro vastgelegd. Rekening houdend met de perken van de beschikbare begrotingskredieten zoals vastgelegd a minima in zijn beheerscontract, past de Dienst een multiplicator op dit vast bedrag toe.

*Afdeling IV. — Positieve differentiatiesubsidies*

**Art. 25.** Het dagelijks vast bedrag per kind van de positieve differentiatiesubsidie, bedoeld in artikel 36, vijfde lid, van het decreet is gelijk aan het vast bedrag bedoeld in artikel 24. Rekening houdend met de perken van de beschikbare begrotingskredieten zoals vastgelegd a minima in zijn beheerscontract past de Dienst een multiplicator op dit vast bedrag toe.

*Afdeling V. — Nadere regels voor de uitbetaling van de subsidies*

**Art. 26.** De nadere regels voor de uitbetaling van de subsidies bevatten twee fasen :

1) Voor de eerste drie kwartalen van het begrotingsjaar berekent de Dienst de waarde van de geraamde subsidies op basis van de dagelijkse aanwezigheden die bekendgemaakt werden door de opvangoperator en de dagelijkse vaste bedragen per kind.

De Dienst gaat over tot de uitbetaling van een bedrag dat gelijk is aan 80 % van deze geraamde subsidies.

2) Voor het laatste kwartaal van het begrotingsjaar berekent de Dienst de waarde van de geraamde subsidies op basis van de dagelijkse aanwezigheden die bekendgemaakt werden door de opvangoperator en de dagelijkse vaste bedragen per kind.

Hij maakt het totaal op van de geraamde subsidies per begrotingsjaar voor elke opvangoperator en voor het geheel daarvan.

Door de toepassing van de multiplicatoren bedoeld in artikelen 24 en 25 berekent hij het bedrag van de subsidies die effectief per jaar worden toegekend. Hij gaat over tot de uitbetaling van het verschuldigd saldo.

*Afdeling VI. — Toezicht op de toekenning van subsidies*

**Art. 27.** De begunstigden van de coördinatiesubsidies, bedoeld in artikel 34 van het decreet, en de opvangoperatoren zijn onderworpen aan de boekhoudkundige inspectie van de Dienst. Ze stellen tijdens 5 jaar hun boekhouding ter beschikking van de Dienst.

HOOFDSTUK X. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 28.** In afwijking van artikel 21, voor de gemeenten die voor de eerste keer om een coördinatiesubsidie verzoeken, wordt de jaarlijkse vaste subsidie verminderd tot de passende verhouding van de periode vanaf de dag waarop de eerste vergadering van de GOC plaatsgevonden heeft tot het einde van de maand september die volgt.

Voor de gemeenten die op de oproep van de Minister van Kinderwelzijn voor de projecten 2003-2004 hebben geantwoord en die in dit kader een subsidie hebben gekregen voor de tewerkstelling of de verlenging van de tewerkstelling van de opvangcoördinator(en) zal de coördinatiesubsidie bedoeld in artikel 34 van het decreet slechts worden toegekend krachtens het decreet vanaf 1 december 2004. De jaarlijkse vaste subsidie zal dus voor het volgende jaar tot tien twaalfde worden gebracht.

**Art. 29.** In afwijking van artikel 2, § 1, en binnen de periode die voorafgaat aan de gemeenteraadsverkiezingen van 2006, begint het mandaat van de leden van een GOC te lopen wanneer de gemeente de GOC voor de eerste keer bijeenroept en loopt ten einde wanneer de nieuwe leden van de GOC aangesteld worden binnen een termijn van zes maanden volgend op deze verkiezingen.

**Art. 30.** Bij gebrek aan een vormingsprogramma bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het decreet, mogen de vormingsinstellingen worden erkend op voorwaarde dat ze de andere regels bepaald in artikel 7 naleven. Deze erkenning eindigt het jaar dat volgt op het jaar waarin het voornoemde vormingsprogramma door de Regering wordt bepaald.

**Art. 31.** De Minister van Kinderwelzijn, bevoegd voor het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.", wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 32.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Brussel, 3 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.",  
J.-M. NOLLET

---

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

F. 2004 — 805

[2004/200344]

**18 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application des articles 4 et 6 du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 87, § 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 8 août 1980;

Vu le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 6 mai 2003;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet et 10 décembre 2003,

Sur proposition du Ministre de la Culture,

**CHAPITRE I<sup>er</sup> — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° "le Ministre", le membre du Gouvernement de la Communauté française en charge les infrastructures culturelles dans ses attributions;

2° "le décret", le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles;

3° "le premier équipement spécifique", l'équipement de base destiné au fonctionnement particulier de l'infrastructure à l'exception des espaces administratifs et du matériel bureautique. Pour une salle de spectacles, il s'agit du matériel scénographique, des gradins, des fauteuils et de l'équipement des loges. Pour une bibliothèque, il s'agit du mobilier fixe tel que les rayonnages et du mobilier des salles de lecture. Pour un musée, il s'agit du matériel d'exposition permanent. L'équipement des cafétérias est compris dans le montant plafond y afférent.

4° "l'administration", le Ministère de la Communauté française;

**CHAPITRE II. — Autorités locales prioritaires et budget participatif**

**Art. 2.** Jusqu'au 31 décembre 2006, les autorités locales visées à l'article 6, § 2, 1°, du décret sont celles dont au moins une partie du territoire comprend au moins un quartier qui est visé :

- soit par la décision de la Commission européenne du 1<sup>er</sup> juillet 1999

établissant la liste des régions concernées par l'objectif n° 1 des Fonds structurels pour la période 2000 à 2006;

- soit par la décision de la Commission européenne du 22 décembre 1999 établissant la liste des zones concernées par l'objectif n° 2 des Fonds structurels pour la période 2000 à 2006 en Belgique.

**Art 3.** Les autorités locales visées à l'article 6, § 2, 2°, du décret sont celles dont le nombre d'habitants est inférieur ou égal à 6 000 habitants.